

Avis de convocation / avis de réunion

COMPAGNIE DU MONT-BLANC

Société anonyme à Conseil d'administration au capital de 6.885.554,16 euros
Siège social : 35 Place de la Mer de Glace, 74400 Chamonix
605 520 584 RCS Annecy

Avis de réunion valant avis de convocation

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont convoqués en assemblée générale mixte le **Vendredi 22 novembre 2019 à 10 H 30, à Chamonix (74400), allée du Majestic, « Le Majestic »** (Salle Théodore Bourrit) à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

A. Ordre du jour de nature ORDINAIRE

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration ;
- Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 mai 2019 ;
- Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 mai 2019 et quitus aux administrateurs ;
- Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés ;
- Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 mai 2019 ;
- Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L.225-38 et suivants du Code de commerce ; approbation de ces conventions ;
- Affectation du résultat ;
- Fixation des jetons de présence ;
- Renouvellement de l'autorisation d'acquérir des actions propres ;
- Pouvoir en vue des formalités.

B. Ordre du jour de nature EXTRAORDINAIRE

- Autorisation de réduction de capital par voie d'annulation des actions auto-détenues ;
- Questions diverses ;
- Pouvoir en vue des formalités.

**Texte du projet des résolutions proposées
à l'Assemblée générale mixte du vendredi 22 novembre 2019**

I. Résolutions de nature ORDINAIRE

1^{ère} résolution ordinaire (*Approbation des comptes annuels*). — L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'Administration et des rapports des Commissaires aux comptes, approuve les comptes annuels de l'exercice clos le 31 mai 2019 lesquels font apparaître un bénéfice de **19 041 863,62** euros. Elle approuve également les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

En conséquence, elle donne aux administrateurs quitus entier et sans réserve de l'exécution de leur mandat pour ledit exercice.

L'assemblée générale approuve également les dépenses non déductibles de l'impôt sur les sociétés, visées à l'article 39-4 du Code général des impôts qui s'élèvent à 65 084,21 euros ainsi que l'impôt correspondant ressortant à 21 936,20 euros.

2^{ème} résolution ordinaire (*Affectation du résultat*). — L'Assemblée Générale décide d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant à **19 041 863,62 euros** de la manière suivante :

Report à nouveau antérieur	33 578 275,52
Résultat bénéficiaire de l'exercice	19 041 863,62

Soit un bénéfice distribuable de	52 620 139,14
AFFECTATION	
Dividendes	
(soit un dividende unitaire de 4,00 € pour 902 628 actions)	-3 610 512,00

Le solde au Report à nouveau, soit	49 009 627,14
---	----------------------

Montant - Mise en paiement - Régime fiscal du dividende

Le dividende unitaire est de 4,00 euros par action.

Le dividende en numéraire sera mis en paiement à compter du 6 décembre 2019.

Ce dividende est éligible, pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France, à la réfaction prévue au 2^o de l'article 158-3 du Code général des impôts.

Rappel des dividendes distribués

L'assemblée générale prend acte de ce que les sommes distribuées à titre de dividendes, au titre des trois précédents exercices, ont été les suivantes :

Exercice	Dividende
2015/2016	3,90 €
2016/2017	4,00 €
2017/2018	4,00 €

3^{ème} résolution ordinaire (*Approbaton des comptes consolidés*). — L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport des Commissaires aux comptes, sur les comptes consolidés, approuve les comptes consolidés au 31 mai 2019 ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans le rapport sur la gestion du Groupe inclus dans le rapport de gestion.

4^{ème} résolution ordinaire (*Approbaton des conventions règlementées*). — L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial des Commissaires aux comptes, sur les conventions relevant de l'article L.225-38 et suivants du Code de commerce, approuve les conclusions dudit rapport et les conventions qui y sont mentionnées.

5^{ème} résolution ordinaire (*Attribution de jetons de présence*). — L'assemblée générale fixe le montant des jetons de présence à répartir entre les administrateurs pour l'exercice en cours à 39 000 euros.

6^{ème} résolution ordinaire (Autorisation donnée au conseil d'administration pour une durée de 24 mois à l'effet de faire racheter par la société ses propres actions en application de l'article L.225-208 du Code de commerce). — Conformément aux dispositions des articles L.225-208 et suivants du Code de commerce, l'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, autorise celui-ci, avec la faculté de subdélégation dans les limites légales, à faire acheter par la société ses propres actions.

Le principal objectif est d'attribuer des actions aux salariés et mandataires sociaux de la Société dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi, notamment dans le cadre de la participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise et du Plan d'Epargne d'Entreprise, ainsi que dans le cadre du Plan d'actions de performance autorisé lors de l'Assemblée Générale Mixte du 23 novembre 2018.

L'achat des actions ainsi que la conservation, la cession ou le transfert des actions ainsi achetées pourront, selon le cas, être effectués, en une ou plusieurs fois, à tout moment dans le respect de la réglementation en vigueur.

L'acquisition d'actions de la société ne doit pas avoir pour effet de baisser les capitaux propres à un montant inférieur à celui du capital augmenté des réserves non distribuables.

Les actions acquises par la société doivent être mises sous la forme nominative dès leur acquisition.

Dans ces conditions, le Conseil d'Administration est autorisé par l'Assemblée à faire racheter par Compagnie du Mont-Blanc SA ses propres actions dans la limite de 3 % du capital et de manière raisonnée en rapport avec les demandes de titres des salariés, sans toutefois dépasser à aucun moment sur la période de délégation une valeur de portefeuille d'actions propres de 1 200 000,00 €.

Les actions qui ne trouveraient cependant pas preneur dans un délai d'un an seront annulées par le Conseil d'Administration en vertu de la résolution de nature extraordinaire proposée à cette même assemblée générale mixte (cf. première résolution extraordinaire ci-dessous).

L'assemblée générale fixe à 24 mois à compter de la présente assemblée la durée de cette autorisation qui s'annulera pour la période non écoulée à compter de la date de mise en œuvre par le Conseil d'Administration.

L'assemblée générale donne tous pouvoirs au Conseil d'Administration avec faculté de délégation dans les limites légales, pour passer tous ordres, conclure tous accords, établir tous documents, effectuer toutes formalités, toutes déclarations et communiqués auprès de tous organismes, des opérations effectuées en application de la présente résolution, fixer les conditions et modalités suivant lesquelles seront assurées, s'il y a lieu, la préservation des droits des bénéficiaires d'actions en conformité avec les dispositions réglementaires et de manière générale faire tout ce qui est nécessaire.

Le Conseil d'Administration devra informer l'assemblée générale des opérations réalisées en vertu de la présente autorisation conformément à la réglementation applicable.

7^{ème} résolution ordinaire (Pouvoirs). — L'assemblée générale donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente assemblée pour accomplir toutes formalités qui seront nécessaires.

II. Résolutions de nature EXTRAORDINAIRE

1^{ère} résolution extraordinaire (Autorisation de réduction de capital). — L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport spécial des Commissaires aux comptes, autorise le Conseil d'Administration conformément aux dispositions de l'article L.225-208 du Code de commerce, à annuler les actions propres auto-détenues :

- qui n'auraient pas trouvé acquéreurs parmi les bénéficiaires du Plan d'Epargne Entreprise
- ou qui n'auraient pas été réservées en vue de leur attribution dans le cadre du Plan d'action de performance autorisé lors de l'Assemblée Générale Mixte du 23 novembre 2018,

et ce, dans un délai d'un an suivant leur rachat par la Société.

La loi prévoit que ces actions peuvent être annulées en une ou plusieurs fois, dans la limite de 10 % du nombre total d'actions par période de 12 mois. Au cas particulier, cette limite se trouve de facto ramenée au pourcentage autorisé de rachat d'actions, soit 3 % du capital social ou 1 200 000,00 € au maximum de valeur de portefeuille d'actions propres (Cf. sixième résolution de nature ordinaire ci-dessus).

Tous pouvoirs sont conférés au Conseil d'Administration pour mettre en œuvre la présente autorisation, et avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, accomplir les formalités requises pour mettre en œuvre la réduction de capital qui sera décidée conformément à la présente résolution et modifier corrélativement les statuts.

2^{ème} résolution extraordinaire (Pouvoir). — L'assemblée générale donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente assemblée pour accomplir toutes formalités qui seront nécessaires.

Le droit de participer à l'assemblée est subordonné à l'inscription par les actionnaires titulaires d'actions nominatives de leurs actions dans les comptes de la Société cinq jours ouvrés au moins avant la date de l'assemblée.

A défaut d'assister personnellement à l'assemblée, les actionnaires peuvent :

- soit remettre une procuration à un autre actionnaire ou à leur conjoint ;
- soit adresser à la Société une procuration sans indication de mandataire ;
- soit utiliser et faire parvenir à la Société un formulaire de vote par correspondance.

Tout actionnaire souhaitant voter par correspondance pourra solliciter un formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration et ses annexes :

- par lettre simple auprès de la Compagnie du Mont-Blanc, Service Assemblée Générale, 35 Place de la Mer de Glace, 74400 CHAMONIX
- par e-mail à l'adresse : charlotte.demarchi@compagniedumontblanc.fr au plus tard 6 jours avant la date de réunion de l'Assemblée.

Les votes par correspondance ne seront pris en compte que pour les formulaires, complétés et signés, parvenus au siège social trois jours au moins avant la date de l'assemblée.

Si l'actionnaire retourne ledit formulaire aux fins de voter par correspondance, il n'aura plus la possibilité de se faire représenter (procuration) ou de participer directement à l'Assemblée.

Les documents relatifs à l'Assemblée Générale peuvent être consultés sur le site internet de la société l'adresse : <http://www.compagniedumontblanc.fr/fr/societe/espace-actionnaires/assemblees-generales>.

Conformément à la loi, tous les documents qui doivent être communiqués à l'assemblée générale sont tenus dans les délais légaux à la disposition des actionnaires au siège social.

Les actionnaires ont la faculté de poser des questions écrites adressées au Président du Conseil d'Administration et auxquelles il sera répondu lors de l'assemblée. Ces questions doivent être adressées :

- soit au siège social de la société par lettre recommandée avec accusé de réception ;
- soit par voie de télécommunication électronique à l'adresse e-mail suivante : jean-luc.pallud@compagniedumontblanc.fr

au plus tard le quatrième jour ouvré précédant l'assemblée générale.

Le Conseil d'Administration
Mathieu DECHAVANNE – Président-Directeur général